

Les archives... Un révélateur de l'état de notre société

Il est heureusement bien loin le temps où, dans l'esprit du plus grand nombre, les archives étaient considérées comme l'apanage des historiens et reléguées à une fonction presque uniquement patrimoniale. En effet, nombre d'acteurs leur reconnaissent aujourd'hui un rôle fondamental pour le bon fonctionnement de notre société et la transparence des processus décisionnels. Qu'elles soient publiques ou privées, elles sont utilisées par une variété de gestionnaires d'informations : moteurs de recherches sur le web (Google, etc.), services de communication, journalistes, juges, avocats, notaires, personnel administratif, particuliers à la recherche de leurs droits, chercheurs, étudiants, amateurs d'histoire locale, généalogistes.

Cette diversité des publics s'explique par la double valeur des archives : valeur probante d'une part, puisqu'elles permettent de justifier des droits, et valeur patrimoniale d'autre part, puisqu'elles permettent de retracer l'évolution d'un pays, d'une région, d'une ville, d'une personne ou d'un groupe de personnes, d'un bâtiment, des mentalités, des courants artistiques et intellectuels. Comme le rappelle la Déclaration universelle des archives approuvée par l'Unesco en 2011, celles-ci constituent un patrimoine unique et irremplaçable dont le rôle est essentiel pour la construction de l'État, le bon fonctionnement de la démocratie et la construction d'une mémoire collective.

La première législation belge sur les archives date de 1955. Il aura ensuite fallu attendre plusieurs décennies pour que des initiatives décrétales tentent d'adapter cette législation aux réalités institutionnelles et aux adaptations technologiques actuelles.

Parallèlement, des efforts ont été entrepris par la communauté des archivistes pour se positionner au sein de la société : constitution d'associations professionnelles, ouverture au grand public et intégration des centres dans des réseaux interdisciplinaires tant au niveau belge qu'international.

Si le monde politique semble prendre conscience progressivement de l'intérêt et du poids des archives dans notre société, les différents services qui en ont la charge sont loin de pouvoir effectuer correctement leur travail. Réduction de personnel et des moyens financiers, augmentation des missions, explosion de la diversité et de la masse des documents produits, manque d'un véritable programme de formation (Master) en archivistique dans un cadre interuniversitaire, révolution électronique ne sont que quelques exemples des obstacles que les archivistes doivent surmonter quotidiennement.

Faute de moyens, la gestion d'archives publiques se trouve parfois à la limite de la légalité et il n'est pas rare que des fonds entiers soient passés au pilon sans contrôle, une fois le délai d'utilité administrative expiré. Par ailleurs, le manque de coopération entre l'État fédéral, les Régions, les Communautés et le niveau local induit un flou et un vide juridiques parfois préjudiciables pour certains documents. Ainsi, à l'heure où les archives de la présidence Clinton sont mises en ligne et accessibles au public, comment explique-t-on que chez nous, les archives des ministres régionaux bruxellois et wallons doivent être versées aux services d'archives régionaux et sont donc considérées comme publiques, tandis que celles de ministres fédéraux ou des élus locaux sont encore considérées comme des archives privées, permettant leur destruction.

Il est grand temps que le monde politique se positionne et donne à la Belgique les moyens de gérer correctement ses archives. Plus spécifiquement, il faut envisager dès aujourd'hui :

- des moyens financiers et humains suffisants pour pouvoir gérer le patrimoine archivistique de notre pays à la hauteur de sa valeur patrimoniale et administrative ;
- une législation cohérente et concertée, adaptée aux réalités actuelles des archives - tant du point de vue de leur accès que de leur gestion – et impliquant tant le patrimoine public que privé, sans oublier le parapublic ;
- une reconnaissance du métier, avec la création entre autres d'une véritable formation universitaire qui réponde à la diversité des missions confiées aujourd'hui aux archivistes, à la multiplicité des supports et aux contraintes technologiques contemporaines.

« Les archives (...), celles de demain, ne seront plus ce qui reste quand le temps a passé, mais ce que les hommes auront prévu de mettre à la disposition de ceux qui les suivront, d'une génération à l'autre » (François Mitterrand au 11^e Congrès international des archives, Paris, 25 août 1988).

Lucrèce Alezar (Archives Ville et CPAS La Louvière), Didier Amaury (SPF Affaires étrangères), Philippe Annaert (historien), Francis Balace (professeur ordinaire honoraire ULg), Vanessa Bebronne (Musée royal de Mariemont), Christophe Bechet (chargé de recherches FNRS ULg), Lamya Ben Djaffar, Samia Beziou (ULB), Ludo Bettens (IHOES), Quentin Bilquez (AAFB), Frédéric Boquet (AAFB), Eric Bousmar (professeur, Université Saint-Louis Bruxelles), René Brion (historien AVAE), Nicolas Bruaux (archiviste Ville Namur), Christoph Brüll (chercheur qualifié FNRS ULg), Claude Bruneel (professeur émérite), Françoise Canart (Archives Ville Namur), Alain Colignon (Cegesoma), Anne Cornet (Musée royal de l'Afrique centrale), Virginie Coumans (historienne-archiviste Archives Ville de Bruxelles), Philippe Cullus (maître de conférence honoraire ULB), Dominic Daussaint (Alvos Films), Pierre-Olivier de Broux (professeur Université Saint-Louis Bruxelles), Yves De Bruyne (coordinateur Centre Daily-Bul & Co), Emmanuel Debruyne (UCL), Bérengère de Laveleye (assistante scientifique Musées Ville de Bruxelles), Claude de Moreau de Gerbehaye (AAFB), Odile Debruyne (historienne), Fabienne Dechef (Archives Ville et CPAS La Louvière), Vincent Delcorps (UCL), Chloé Deligne (ULB), Nicolas Delpierre (Archives de l'UCL), Thierry Delplancq (AAFB), Stéphane Demeter (ancien président de l'Icomos Wallonie-Bruxelles), Claude Depauw (AAFB), Rolande Depoortere (archiviste Archives de l'Etat), Michel Deru (archiviste CPAS Liège), Monique de Ruelle (archiviste MRAH), Pierre De Spiegeleer (premier attaché, SPW Direction de la Documentation et des Archives régionales), Philippe Destatte (Institut Destrée / UMons), Marie-Laurence Dubois (AAFB - Etopia), Vincent Dujardin (historien UCL), Michel Dumoulin (UCL), Georges Durieux (ancien directeur Centre des Métiers du Patrimoine - La Paix Dieu), Martine Eeckhout (restauratrice), Pascale Falek (Musée Juif de Belgique), Paul Fontaine (professeur, Université Saint-Louis Bruxelles), Eric Geerkens (chargé de cours ULg), Philippe Gémis (directeur, SPW Direction de la Documentation et des Archives régionales), Alain Gérard (SPF Affaires étrangères), Gaëtane Ghistelinck (archiviste Commune de Rixensart), Florence Gillet (Cegesoma), Idesbald Goddeeris (KULeuven), Martine Goldberg (archiviste Commune Schaerbeek), José Gotovitch (directeur scientifique CARCOB), David Guillardian (AAFB), Danaé Hannoteaux (archiviste CPAS Namur), Annette Hendrick (archiviste), Aude Hendrick (Musée

Charlier), Els Herrebout (leiterin Staatsarchiv in Eupen), Serge Jaumain (professeur ULB), Françoise Jeuris (AAFB), Christian Joosten (archiviste de la Ville et du CPAS Charleroi), Frédéric Kisters (Archives Service Public Régional Bruxellois), Frank Langenaven (Cedom-Madoc), Catherine Lanneau (chargée de cours ULg), Pieter Lagrou (ULB), Pascaline Le Polain (Cegesoma), Isabelle Leynaert (restauratrice), Laurette Locatelli (archiviste Ville de Tournai), Christiane Logie (comité belge Bouclier Bleu), Chantal Luyckx (AVAE), Fabrice Maerten (responsable secteur Documentation Cegesoma), Monique Maillard (archiviste et conservatrice Grand Séminaire de Tournai), Florian Mariage (archiviste), Dirk Martin (Cegesoma), Florence Matteazzi (Archives Ville et CPAS La Louvière), Julie Mauro (IRPA), Véronique Mauroy (historienne), Jean-Louis Moreau (historien et archiviste indépendant, collaborateur AVAE), Thomas Moreau (chercheur associé et politologue Etopia), Paul Olbrechts (ancien directeur IRES-UCL), Christian Panier (UCL), Christiane Pantens (KBR), Isabelle Parmentier (UNamur), Emile Pequet (comité Marguerite Bervoets), Valérie Piette (ULB), Bérengère Piret (Université Saint-Louis Bruxelles), René Plisnier (UMH), Jean Puissant (historien ULB), Céline Rase (UNamur), François Renaville (ULg), Bénédicte Rochet (docteure en Histoire UNamur), Mathieu Roeges (Cegesoma), Anne Roekens (UNamur), Corentin Rousman (AAFB), Xavier Rousseaux (UCL), Cathy Schoukens (Archives de l'UCL), Paul Servais (professeur UCL), Nicolas Simon (Université Saint-Louis Bruxelles), Sébastien Soyez (archiviste), Sven Steffens (Archives communales Molenbeek-Saint-Jean), Thérèse Symons (directrice Département Culture Ville de Bruxelles), Pierre-Alain Tallier (AAFB), Sara Tavares Gouveia (CARHOP), Catherine Thomas (AAFB), Vanessa Thomas (anthropologue et spécialiste en gestion de l'environnement), Nathalie Tousignant (professeure, Université Saint-Louis Bruxelles), Claude Vael (historien et juriste), Myriam Van Herck (restauratrice), Michèle Van Kalck (MRBAB), Daniel Van Overstraeten (ancien archiviste général du Royaume a.i. / AVAE), Patrica Van Schuylenbergh (Musée royal de l'Afrique centrale), René Van Tiggelen (BMR), Maité Van Winckel (archiviste CPAS Uccle), Camille Vanbercy (archiviste Saicom), Annick Vilain (FWB), Martine Vrebos (assistante scientifique Musée de la Ville de Bruxelles), Christian Vreugde (historien-archiviste Archives Ville Bruxelles), Aline Wachtelaer (Archives communales Schaerbeek), Jean-Marie Vanhamme (archiviste Commune Woluwé-Saint-Lambert), Geneviève Warland (historienne UCL), Paul Wynants (Unamur), Szymon Zareba (archiviste Etopia).